

COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE 1 : QUAND LE NÉO-LIBÉRALISME S'HYBRIDE

Ce compte-rendu comprend une synthèse de l'intervention orale faite par J.-F. Bayart ainsi que le compte-rendu de la discussion. Les questions et remarques faites par la salle n'ont pas fait l'objet d'une parte spécifique mais ont été intégrées directement dans la discussion, nombre de commentaires se recoupant.

Synthèse de l'intervention de Jean-François Bayart : « Le national-libéralisme : au-delà de la polémique, le concept »

Jean-François Bayart revient sur son parcours qui l'a amené à réfléchir sur cette question : Comment un penseur de l'État peut s'emparer de la question de la globalisation censée affaiblir l'État ? La notion de national-libéralisme, en germe dans ses ouvrages précédents (notamment dans *L'illusion identitaire*¹), se fait véritablement à l'occasion de l'écriture de son ouvrage *Le gouvernement du monde*².

1) Une combinatoire, des combinaisons

Concept envisagé comme un type-idéal au sens wébérien mais bien compris, *i.e.* qui ne prétend pas épuiser le phénomène. Le concept ne désigne pas l'essence mais l'événement comme dirait Deleuze, c'est-à-dire un processus, en l'occurrence ici un double processus : l'universalisation de l'État-nation et la globalisation capitaliste. Ce concept renvoie à une combinatoire de ces deux processus, deux phénomènes non seulement concomitants mais liés. Ce n'est pas un jeu à somme nulle entre les deux mais bien une combinatoire. Autrement dit, il s'oppose très directement à la vulgate selon laquelle lorsque l'État se développe, cela se fait au détriment du marché, et inversement.

Le national-libéralisme est un concept. À cet égard, il synthétise et généralise, ce qui n'exclut en aucun cas la diversité des formes que prennent les phénomènes qu'il vise. En premier lieu, il y a bien universalisation de la forme stato-nationale mais pas sous des formes homogènes et uniques. Il y a une diversité des formes d'États-nations et les processus socio-historiques qui ont abouti à leur émergence dans différents pays se sont faits selon des modalités et des formes spécifiques. Il y a donc bien hétérogénéité des cultures mais pas incommensurabilité comme le défendent les théories culturalistes. Universalité du processus oui mais diversité. Il y a une appropriation au sens marxien ou une actualisation au sens deleuzien de l'État-nation, donc une répétition de la différence.

Deuxièmement, il y a hétérogénéité également des processus de globalisation capitaliste. Il existe des « paysages de la globalisation » très différents. On constate ainsi une intégration très poussée de la globalisation financière, intégration beaucoup moins développée pour le marché des biens et des services pour des raisons de normes juridiques, administratives, de protectionnisme, etc. Décalage donc entre globalisation financière et globalisation des marchés des biens et des services. Mais on constate également des degrés d'intégration transnationale très différents entre le marché des biens et des services et le marché de l'emploi. Si l'on sort de la seule sphère économique, la globalisation

1 Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

2 Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

connaît des degrés très variables d'un secteur à l'autre (religieux, scientifique, culturel, etc.). Il y a une autonomie relative entre ces différents secteurs donc des degrés de globalisation très différents.

Troisièmement, il existe une hétérogénéité de chacun de deux processus mais également hétérogénéité et asymétrie dans leur combinaison. Si l'universalisation de l'État-nation et la globalisation capitaliste sont intrinsèquement liées, leur hybridation connaît des formes très différentes d'un pays à l'autre et, à l'intérieur de chaque pays, d'un territoire à l'autre.

2) Une combinatoire qui remet en cause l'opposition État/marché

Processus de **privatisation des États** qui n'est pas aussi nouveau ; c'est peut-être le *Welfare State* l'exception, la « grande transformation » (Polanyi) une parenthèse historique par rapport à des formes très privatisées d'État comme des États lignagers qui reposent sur des opérateurs privés, sous la colonisation : administration indirecte via des chefferies traditionnelles inventées, des missionnaires chrétiens ou la délégation de concessions à des compagnies privées. Les États coloniaux étaient ainsi très largement privatisés. La naïveté fut de croire que les États privés sont des États faibles pourvoyeurs de libertés. Ce sont les compagnies aériennes qui gèrent la protection des frontières et vident de sa substance le droit d'asile en rendant impossible son exercice. La privatisation permet de contourner les contre-pouvoirs, comme le montrent les compagnies de mercenaires. La monarchie absolutiste fonctionnait sur la base des Fermiers généraux qui agissaient comme des opérateurs privés. J.-F. Bayart mentionne l'article de Béatrice Hibou et Mohamed Tozy sur la libéralisation de la téléphonie mobile qui montre comment la monarchie marocaine a utilisé la manne de ce secteur pour renforcer l'État³, cet exemple confortant ainsi la thèse d'une combinatoire de l'État et du marché.

Un autre aspect de cette combinatoire national-libérale a été la **bureaucratisation du monde et du social** sous la forme d'une bureaucratie de marché. Comme le disait déjà Weber, la bureaucratie ne se réduit pas à l'administration publique ou au Fonctionnariat ; les entreprises, les syndicats, les Églises sont des bureaucraties dirigées par la domination légale-rationnelle. Le néo-libéralisme est un formidable pourvoyeur de bureaucraties, comme la forme ISO en comptabilité. Les contrôles ne portent plus sur la réalité mais sur le respect des normes.

3) Le culturalisme comme idéologie et produit du national-libéralisme

Le **culturalisme, i.e. la réification des identités et de la culture et leur attribution d'un rôle causal, est paradoxalement l'un des effets du national-libéralisme**. On entend les critiques de l'américanisation, de la mondialisation comme uniformisation culturelle, etc. Pourtant, ces critiques ratent un élément essentiel : le national-libéralisme produit beaucoup de revendications particularistes. Il y a une synergie entre les aspirations identitaires et la combinatoire État-nation/globalisation capitaliste. À titre d'exemple, les « ethnies » sont très largement la fabrication du colonialisme. De même, la formation des États-nations et l'intégration des marchés régionaux en un seul marché national a abouti à l'émergence des régionalismes. L'invention des cultures populaires en est une autre manifestation. Tous ces phénomènes montrent combien l'invention de la tradition⁴ est l'un des mécanismes majeurs de construction des États en Afrique, Asie et au Moyen-Orient mais aussi en Occident.

3 HIBOU Béatrice & TOZY Mohamed, « De la friture sur la ligne des réformes. La libéralisation des télécommunications au Maroc », *Critique internationale*, vol. 1, n° 14, 2002, pp. 91-118.

4 HOBSBAWM Eric & RANGER Terence (eds.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, traduction française : *L'invention de la tradition*, traduit par Christine Vivier, Éditions Amsterdam, 2006.

Cela ne relève pas simplement de l'idéologie mais de la construction de consciences nationales, de représentations ethniques, de modèles vestimentaires (l'abacost et la toque léopard de Moboutou dans son processus de fabrication d'une identité zairoise par exemple), de postures corporelles, d'ingénieries matérielles, etc. On est dans le monde de l'idéologie mais aussi de la culture matérielle, des techniques du corps. Les postures corporelles, vestimentaires (le *niqab*), capillaires (la moustache nationaliste, la barbe islamiste ou gauchiste, le crâne rasé des skinheads) sont autant de « traductions abrégées » (Freud) du politique.

Le national-libéralisme peut être vu comme un outil comparatif au sens de la sociologie historique comparée et politique. Paul Veyne rappelle que la comparaison est un opérateur d'individualisation. Comparer peut vouloir dire se ressembler (la métaphore de la flamme et de l'amour) ou au contraire s'opposer. À partir du concept générique de national-libéralisme, on peut donc dégager quelques sous-catégories de national-libéralisme :

Première catégorie : pour les cas occidentaux dans lesquels le national-libéralisme trouve des illustrations très claires dans les figures de N. Sarkozy, S. Berlusconi, D. Cameron par leur style de commandement : le national pour les pauvres, le libéralisme pour les riches. L'empire Murdoch qui allie dans ses médias défense du capitalisme le plus dévoyé et hyper-nationalisme, ultra-libéralisme économique et soutien à des pays autoritaires est une illustration parfaite de ce premier type de national-libéralisme. Les droites identitaires qui ne rompent pas facilement avec le libéralisme mais aussi une partie des droites classiques qui sont tombées dans le piège de l'identité au nom d'une stratégie électorale relèvent également de ce national-libéralisme.

Deuxième catégorie : les « configurations thermidoriennes » sont des situations politiques issues de moments révolutionnaires qui doivent ensuite se stabiliser, se pérenniser et les classes politiques qui en sont issues adoptent le national-libéralisme comme idéologie implicite (Chine, Russie, Cuba, Iran, etc.). Le moment thermidorien de la Révolution française est le paradigme de cette situation. Thermidor c'est : 1) non pas la récusation de la Révolution mais chercher à la sauvegarder, 2) moment de professionnalisation d'une classe politique issue de la révolution, 3) un grand moment d'accumulation capitaliste (spoliation des biens nationaux), 4) le moment où les révolutionnaires sortent du rêve de la *tabula rasa* et font avec l'inertie des structures sociales.

Troisième catégorie : l'illusion du Sonderweg islamiste, « Islam de marché » (Turquie)

Conclusion

Quatre grands intérêts, avantages comparatifs du concept de national-libéralisme :

1) revisiter la chronologie pertinente : long XIXe et court XXe siècles. La globalisation ne date pas de la chute du Mur de Berlin ou de la fin de Bretton Woods. Il permet de penser l'imbrication des durées au sens de Braudel (courte, moyenne, longue), mais aussi au sens de Bergson.

2) Sortir de la rhétorique téléologique de la transitologie et de l'émergence en relations internationales

3) Sortir de l'historiographie nationale et du « nationalisme méthodologique » : l'État-nation est indissociable de la globalisation.

4) penser ensemble gouvernementalité et subjectivation, mode de domination et techniques de soi

Pour finir, Jean-François Bayart propose une définition du concept de national-libéralisme. Rassemblant des éléments élaborés à l'occasion de la rédaction de deux de ses précédents ouvrages (*Le Gouvernement du monde* et *Sortir du national-libéralisme*), cette définition condense ainsi des éléments jusque-là dispersés et prolonge certaines de ses réflexions :

« Le national-libéralisme est le point de synergie entre la globalisation, appréhendée dans ses différentes facettes (ou « paysages », *landscapes*) sur les deux derniers siècles, et l'universalisation de l'État-nation, qui en constitue lui-même l'une de ses productions et dimensions. Il est susceptible d'être saisi dans ses expressions institutionnelles et idéologiques, pourvoyeuses de politiques publiques, mais aussi comme un répertoire de subjectivation morale, corporelle et politique ; en bref, comme une modalité aussi bien de construction que de formation de l'État, dans une séquence historique donnée (19e-21e siècle), et comme une gouvernementalité, à l'intersection des techniques de domination et des techniques de soi. »⁵

II) Discussion de Thibaut Rioufreyt

Notre sollicitation a ainsi été l'occasion pour J.-F. Bayart d'aller, comme il dit dans l'intitulé de son intervention, « au-delà de la polémique » pour s'essayer à l'élaboration d'un concept de national-libéralisme.

Le concept de national-libéralisme comme hybride

Le national-libéralisme peut être défini en première analyse comme un hybride idéologique articulant néo-libéralisme et nationalisme. Le terme de « combinatoire », maintes fois utilisé pour caractériser le concept, indique bien l'hybridité du national-libéralisme. Reste toutefois à caractériser les éléments qui constituent l'hybride et plus encore leurs relations. *Néo-libéralisme* est parfois utilisé au fil de l'ouvrage comme équivalent de national-libéralisme :

« [...] le national-libéralisme, c'est le monde pour les riches et l'hexagone pour les pauvres ; le cosmopolitisme pour les uns, et le bantoustan culturel pour les autres. C'est aussi plus de bureaucratie et moins de liberté pour chacun. La supercherie du néo-libéralisme est de faire croire qu'il est synonyme de moins d'État et donc de diminution des dépenses publiques. »⁶

« Ce sont aussi des compagnies privées de sécurité qui filtrent les consommateurs d'après leur faciès à l'entrée des supermarchés ou dans les couloirs du métro. Le néo-libéralisme amplifie la tutelle de l'État sur nos vies en en privatisant l'exercice concret. » (p. 12)

Ce qui peut paraître relever du flou sémantique ou d'une indétermination conceptuelle s'explique en réalité par le fait que le néo-libéralisme est l'une des composantes du national-libéralisme.

« Pour caractériser cette orientation prise au début des années 1980, dans la foulée de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis, et dans un second temps sous la houlette de François Mitterrand lorsque celui-ci s'est rallié à la politique du franc fort, on parle habituellement de néo-libéralisme. Je préfère pour ma part la qualifier de national-libérale. Non que le terme de néo-libéralisme soit erroné. Mais il me semble limité, voire biaisé. En premier lieu, il prend pour argent comptant l'idéologie des adeptes de cette approche qui, peu ou prou, se réfèrent aux Ordoliberalen, et en particulier à

5 Jean-François Bayart, « Le national-libéralisme comme concept, au-delà de la polémique », communication réalisée dans le cadre du séminaire HiSoPo (Histoire sociale des idées politiques), Paris, Sciences Po, 4 décembre 2015.

6 Jean-François BAYART, *Sortir du national-libéralisme. Croquis politiques des années 2004-2012*, Paris, Karthala, coll. « Disputatio », 2012, p. 11.

Alexander von Rüstow, parfois sans le savoir, tels autant de Monsieur Jourdain. En second lieu, et de ce fait, il en occulte des aspects importants au risque de commettre des contresens à son sujet. En effet, nombre des contradictions dans lesquelles nous sommes enfermés à propos de nos finances publiques, du rôle de l'État, de la défense de nos libertés publiques, de notre place dans la globalisation procèdent d'une erreur initiale d'analyse qui participe précisément du discours néo-libéral et qui tient pour vrai celui-ci. De l'altermondialisme à l'extrême-droite, en passant par le PS et l'UMP, nous postulons que la globalisation est antinomique de l'État et des identités nationales. Or, depuis la fin du XVIIIe siècle, l'universalisation du capitalisme est allée de pair avec celle de l'État-nation comme seule forme d'organisation politique légitime, et avec l'affirmation d'identifications particularistes qui en sont le corollaire plutôt que la négation ou la subversion. » (p. 20-21)

Nous avons là la fonction première, fondamentale du concept de national-libéralisme : changer de terme pour contrecarrer les ruses de la raison néo-libérale et plus précisément l'une d'elles : faire croire que le néo-libéralisme est contre l'État, que la globalisation économique est antinomique de l'État-nation. Fonction à la fois analytique et politique puisque l'erreur d'interprétation commune est précisément ce qui préside à l'hégémonie néo-libérale.

À l'appui de ce qui constitue la thèse principale du livre et le cœur du concept, J.F. Bayart multiplie les cas historiques. Si l'on regarde de plus près, cette thèse en recouvre en réalité deux. D'une part, extension du marché et de l'État-nation vont de pair :

« [...] le Printemps des Peuples, en 1848, a coïncidé avec l'apogée du libre-échange. L'intégration de l'Afrique subsaharienne au marché mondial capitaliste s'est accompagnée de son découpage en territoires coloniaux qui seront la matrice des États-nations postcoloniaux. La dislocation de l'Union soviétique et de la Yougoslavie a donné naissance à une galaxie d'États-nations, et non à leur dislocation directe dans le marché mondial. La sortie de la Chine du maoïsme a débouché sur sa conversion au capitalisme et sur la poursuite de son affirmation nationale à l'échelle du monde autant qu'à celle de l'Asie. » (p. 21)

D'autre part, ce développement conjoint du marché capitaliste et de l'État-nation a pour conséquence une multiplication des revendications identitaires sous des formes diverses :

« [...] dans tous ces cas, cette synergie de la globalisation capitaliste et de l'universalisation de l'État-nation a engendré des identifications particularistes d'ordre régionaliste, ethnique ou confessionnel : le tribalisme en Afrique, le communalisme en Inde, le confessionnalisme au Liban, les revendications d'autochtonie que l'on retrouve au détour du conflit israélo-palestinien, de la guerre du Kosovo, des grands déchirements politiques de l'Afrique subsaharienne contemporaine ou des mouvements identitaires européens. » (p. 21)

« [...] la cohérence du national-libéralisme [...] n'est pas forcément comprise : la domination de l'État-nation est en synergie avec la globalisation capitaliste, et la politique identitaire [...] est la résultante de cette tension créatrice, au lieu d'être son épiphénomène ou son antipode. » (p. 205-206)

Mais cette seconde thèse ne se résume pas simplement à l'idée que la co-extension du marché et de l'État-nation sont la cause de développements des revendications identitaires de la part des minorités à l'intérieur des États-nations et en réaction à ceux-ci. Les cultures nationales en sont elles aussi le produit :

« Les historiens et les anthropologues ont également démontré combien l'imaginaire des cultures nationales et populaires "authentiques", singulièrement dans l'Europe centrale et balkanique, Turquie comprise, est un produit dérivé de la formation de l'État-nation et de la

progression de l'économie capitaliste mondiale, à partir du XIXe siècle. En France même, les "petites patries" de la République, auxquelles nous sommes si attachés, sont des fonctions de l'État-nation. Et les gastronomies de terroir, dont nous nous enorgueillissons sans voir qu'elles sont une première expression de cette "diversité" qui aujourd'hui nous effraye ou nous ravit, sont les conséquences de l'unification du marché national qu'ont rendue possible, in abstracto, le mode de production capitaliste et, concrètement, le chemin de fer reliant avec une régularité métronomique les campagnes aux Halles de Paris et des autres grandes villes : le Camembert n'est pas le rejeton d'une identité normande ancestrale ou du génie français, mais celui du marché. » (p. 21-22)⁷

Au total, nous avons donc un hybride à trois composantes : libérale, nationale et identitaire (les deux derniers ne se recoupant que partiellement).

Un hybride asymétrique ?

Il ressort de la lecture de l'ouvrage qu'il s'agit bel et bien d'un hybride asymétrique, qu'il y a dans le national-libéralisme, l'idée que le national est un peu l'élément compensatoire à destination des pauvres pour légitimer la conversion au néo-libéralisme.

« Le national-libéralisme est au libéralisme ce que le national-socialisme est au socialisme : une alouette de libéralisme, et un cheval de nationalisme. Le national-libéralisme, c'est le libéralisme pour les riches, et le national pour les pauvres. » (p. 9)

« [...] le national-libéralisme, c'est le monde pour les riches et l'hexagone pour les pauvres ; le cosmopolitisme pour les uns, et le bantoustan culturel pour les autres. » (p. 11)

« De surcroît le libéralisme mâtiné de nationalisme attaque les libertés publiques. » (p. 11)

Dans d'autres passages, l'hybride semble plus équilibré. Comment expliquer ces variations dans les rapports entre les éléments de l'hybride. L'intervention orale de J.-F. Bayart permet à mon sens d'éclaircir ces points qui restaient non précisés dans l'ouvrage.

Premièrement, le national-libéralisme étant un concept, il recouvre des réalités multiples, c'est-à-dire des cas où c'est un hybride asymétrique, plus libéral que national, d'autres où c'est plus équilibré, d'autres encore où on peut imaginer un hybride plus national que libéral. Deuxièmement, on peut comprendre ces variations comme la conséquence du fait que le national-libéralisme se décline en plusieurs configurations idéal-typiques. Le national-libéralisme est clairement un hybride asymétrique dans le cas du national-libéralisme n° 1, celui qui caractérise principalement les droites et extrêmes-droites en Occident. Le nationalisme joue bien le rôle dans le discours de N. Sarkozy ou de S. Berlusconi le ressort identitaire permettant de mâtiner le libéralisme pour les élites de national pour les classes populaires. Toutefois, ces différentes déclinaisons en types du national-libéralisme n'expliquent qu'en partie ces variations dans l'hybride dans la mesure où on peut trouver ces discours asymétriques où le national-identitaire joue le rôle d'opium pour que le peuple avalise les réformes néo-libérales. Il conviendrait sans doute d'affiner les combinaisons à l'intérieur de la combinatoire national-libérale.

La double nature du national-libéralisme

⁷ J.-F. Bayart reprend ici une problématique qu'il a développée dans deux de ses précédents ouvrages : Jean-François BAYART, *L'Illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996 et Jean-François BAYART, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004. Sur l'exemple précis du camembert, voir Pierre BOISARD, *Camembert. A National Myth*, Berkeley, University of California Press, 2003.

Le concept de national-libéralisme semble parfois désigner moins un type d'idéologie politique que la combinatoire de phénomènes structurels constitutifs des sociétés modernes : globalisation économique, universalisation de la forme État-nation et développement des revendications identitaires.

« [...] j'ai avancé le concept de national-libéralisme pour désigner la combinatoire entre la globalisation et l'universalisation de l'État-nation – une combinatoire dont la rétractation identitaire, sous les différentes formes de l'ethnoconfessionnalisme, du nationalisme, des problématiques de l'autochtonie, de l'"invention de la tradition", a été l'expression politique paradoxale depuis le XIXe siècle. » (p. 5)

Plus exactement, national-libéralisme semble renvoyer à deux ordres de phénomènes. Si bien que l'on pourrait faire l'hypothèse d'une double nature du national-libéralisme : à la fois *idéologie politique* et *fait social*, les deux dimensions du phénomène se nourrissant l'un l'autre.

Un certain nombre d'interventions dans la salle portent en ce sens : est-ce que le national-libéralisme est une idéologie au sens le plus marxien du terme (c'est-à-dire comme superstructure, comme cadrage des mentalités et du discours transversal aux différentes fractions de l'espace politique et social) ou bien une idéologie au sens de la doctrine d'un courant politique, avec des auteurs identifiés, des représentants, dont on pourrait retracer la genèse et les réseaux ?

J.-F. Bayart répond d'abord en affirmant que les historiens des idées sont sans doute plus à même de répondre à cette question que lui. Puis, sa réponse s'articule en plusieurs moments que résumés ici :

- Le national-libéralisme est un concept (étique), pas une idéologie (émique) ce qui suggère qu'il est moins théorisé par des acteurs que par le chercheur
- Le national-libéralisme est un répertoire de subjectivation et une gouvernementalité, plus qu'une idéologie
- si c'est pas une idéologie, l'étude des discours, plus que des textes doctrinaux d'ailleurs, est tout à fait possible dans cette perspective et pourrait sans documenter utilement l'histoire du national-libéralisme

Un mode de domination

Le national-libéralisme est défini comme un « mode de domination historiquement situé » (p. 11), un « mode de de domination politique » (p. 7) « que l'on peut aussi bien problématiser dans les termes de Max Weber, d'Antonio Gramsci ou de Michel Foucault. Selon son choix, on parlera alors de *Herrschaft*, d'hégémonie ou de gouvernementalité et de subjectivation. » (p. 5-6)

Les conceptualisations de ces trois auteurs sont sensiblement différentes. En quoi cela nous renseigne sur le statut épistémique de national-libéralisme ? Est-ce le symptôme que c'est davantage une notion qu'un concept bien établi, voire d'une forme d'éclectisme théorique ? Est-ce que parce que le problème qui est celui de l'auteur est ici transversal à ces différentes conceptualités dans le sens où ce qui est en jeu ici est moins les modalités par lesquelles la domination opère (par hégémonie culturelle, par des dispositifs de gouvernementalité, etc.) que la spécificité idéologique de ce type de domination ?

Champ d'extension

Enfin, il convient d'interroger le champ d'extension du concept de national-libéralisme, c'est-à-dire les phénomènes empiriques auxquels il s'applique bien. Deux remarques peuvent être faites sur ce

point.

La première remarque porte sur la **délimitation chronologique** du national-libéralisme. Celle-ci n'est en effet pas toujours aisée. On peut relever en effet de sensibles variations, des flottements dans les datations au fil de la lecture. À mon sens, cela est lié au fait que le problème de J.-F. Bayart n'est pas de faire une histoire du national-libéralisme, ce qui impliquerait alors effectivement d'en retracer la genèse et les mutations de manière beaucoup plus fine. L'ouvrage dont il est question ici est un essai politique, assumé comme tel, et qui vise d'abord l'efficacité politique. C'est aussi lié à la difficulté récurrente de dater un processus, c'est-à-dire de fixer une origine à ce qui ne peut se saisir que comme mouvement. C'est enfin lié au fait que le national-libéralisme est un phénomène transnational ; les variations dans les dates correspondent donc en partie au décalage dans sa réception dans les différents pays concernés. Mais à ces raisons auxquelles on se confronte tous, s'en ajoutent d'autres plus spécifiques à mon sens au national-libéralisme.

Une première raison à mon sens est qu'il y a une double temporalité qui est liée à la double nature du national-libéralisme :

- le national-libéralisme comme fait social, en tant que conjonction de l'émergence de l'État-nation et de la globalisation capitaliste qui est *grosso modo* daté par l'auteur au XIXe siècle

« [...] j'ai avancé le concept de national-libéralisme pour désigner la combinatoire entre la globalisation et l'universalisation de l'État-nation – une combinatoire dont la rétractation identitaire, sous les différentes formes de l'ethnoconfessionnalisme, du nationalisme, des problématiques de l'autochtonie, de l'"invention de la tradition", a été l'expression politique paradoxale depuis le XIXe siècle. » (p. 5)

« [...] depuis la fin du XVIIIe siècle, l'universalisation du capitalisme est allée de pair avec celle de l'État-nation comme seule forme d'organisation politique légitime, et avec l'affirmation d'identifications particularistes qui en sont le corollaire plutôt que la négation ou la subversion. » (p. 21) »

« Les historiens et les anthropologues ont également démontré combien l'imaginaire des cultures nationales et populaires "authentiques", singulièrement dans l'Europe centrale et balkanique, Turquie comprise, est un produit dérivé de la formation de l'État-nation et de la progression de l'économie capitaliste mondiale, à partir du XIXe siècle. » (p. 21)

- le national-libéralisme comme idéologie qui serait devenue idéologie dominante, mode de domination, « problématique légitime » qui cadre a priori le débat politique entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, ce qui correspond peu ou prou à la période où le néo-libéralisme tend à s'imposer

« Pour caractériser cette orientation prise au **début des années 1980**, dans la foulée de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis, et dans un second temps sous la houlette de François Mitterrand lorsque celui-ci s'est rallié à la politique du franc fort, on parle habituellement de néo-libéralisme. Je préfère pour ma part la qualifier de national-libérale. » (p. 20)

« Face à l'insécurité sociale et au délitement des solidarités que le national-libéralisme a imposés **depuis une trentaine d'années** [...], il n'est d'autre voie que celle d'une expérience de gouvernement dont pourtant rien ne dit qu'elle permettra de sortir du cercle vicieux, aussi bien économique et financier qu'intellectuel, dans lequel nous nous sommes laissés enfermer **à la fin des années 1980**. » (p. 206)

« C'est au fil des luttes sociales que nous pourrions détricoter jour après jour la "problématique légitime" du national-libéralisme dans laquelle nous avons insensiblement glissé sans y prendre garde, à **partir de la fin des années 1970**, en acceptant pour argent comptant les fausses évidences de ses catégories intellectuelles. » (p. 207)

La seconde raison est que le national-libéralisme est un hybride. Mais si le national-libéralisme est un hybride, ne peut-on imaginer que certains de ses éléments se soient imposés plus tôt que d'autres, que sa dimension néo-libérale se soit imposée plus tôt dans l'espace public que sa dimension national-identitaire ?

Là encore, l'intervention orale de J.-F. Bayart a permis d'ores et déjà de répondre en partie à ces remarques. Il faudrait relire le concept de national-libéralisme en le reposant à partir de la conceptualisation de l'imbrication des durées dont il nous a parlé tout à l'heure, cette thématique relevant d'une réflexion ultérieure à celle sur le national-libéralisme.

La deuxième remarque sur le champ d'extension du national-libéralisme porte non plus sur son déploiement dans le temps mais dans l'espace, en l'occurrence l'espace politique. Le national-libéralisme ne caractérise pas seulement la droite française sous Sarkozy, ni même seulement la droite contemporaine. Ce n'est pas la doctrine d'un camp politique. En le définissant comme mode de domination politique, J.-F. Bayart suggère qu'il s'agit de quelque chose de plus structurel qui est transversal au clivage gauche-droite. Cela se confirme dans la mesure où, à ses yeux, la gauche socialiste française – et notamment François Hollande alors candidat à l'élection présidentielle de 2012 – a largement intégré le national-libéralisme.

« [...] rien ne dit que le bon docteur Hollande ait fait le diagnostic juste des maux qui rongent la société française, tant la gauche socialiste a contribué, depuis les années 1980, à l'instauration de ce mode de domination politique, quitte à essayer de lui donner un "visage humain", comme on le dit du socialisme dans les années 1960. » (p. 7)

Il me semble que c'est très visible dans le discours de Manuel Valls qui articule d'une manière qui lui est propre national-libéralisme et social-libéralisme. Pour Valls comme pour Tony Blair, le succès d'un modèle de société méritocratique et protecteur est gagé sur l'insertion réussie de la France dans la globalisation économique, ainsi que sur un sentiment d'appartenance nationale suffisamment fort, nécessitant une société apaisée et épargnée de conflits importants sur le terrain moral ou dans l'entreprise. On voit bien ici comment social-libéralisme et national-républicanisme s'articulent pour refuser toute conflictualité sociale que ce soit au nom du bon fonctionnement du marché ou de l'unité de la nation.

Thibaut Rioufreyt



Compte-rendu de la séance 2 : quand le néo-libéralisme s'hybride de [Thibaut Rioufreyt](#) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).